

LES CUISINES COMMUNAUTAIRES ET LA PARTICIPATION DES FEMMES

Ruth CARDOSO

INTRODUCTION

Ces dernières années, les mouvements sociaux populaires se sont fait remarquer par leur présence sur le plan politique. On a beaucoup écrit sur l'importance des nouvelles organisations populaires qui se maintiennent indépendantes, à la fois des partis politiques et de l'Etat.

Sans doute, ceci est le trait fondamental pour décrire ce nouvel aspect de la présence populaire. On l'observe autant dans les mouvements revendicateurs que dans ceux qui s'organisent en réaction aux actions publiques et privées qui contrarient les intérêts locaux et ceux de certaines catégories sociales.

Cependant, l'enthousiasme avec lequel l'on décrit cette présence populaire fait apparaître très souvent que toute la population de la banlieue des grandes métropoles est engagée dans ces nouvelles formes de participation. L'engagement dans ces luttes est assez souvent décrit comme une action presque naturelle.

Mais si l'on fait une analyse plus profonde de la vie quotidienne de ces quartiers, on verra que les groupes mobilisés sont fréquemment petits et que le processus de mobilisation demande toujours l'appui de l'Eglise ou bien d'autres mouvements sociaux (tel que le mouvement féministe) ou encore de groupes professionnels à orientation sociale.

Cette réalité nous renvoie à des problèmes qui demandent une étude plus précise. Deux d'entre eux exigent une réflexion innovatrice :

- 1) Quels sont les liens entre les organisations populaires et le pouvoir public ? Quels sont les différents rôles que les agences publiques peuvent jouer dans le processus politique de revendication qui mobilise la population ? Et, surtout, quelles sont les conséquences de l'intervention de l'Etat sur cette mobilisation ? Dans quelle mesure le pouvoir public peut-il être un organisateur sans, toutefois, intervenir dans l'autonomie des groupes populaires ?
- 2) Quelles sont les difficultés qui apparaissent lors du développement de projets locaux de coopérative ? Quels sont les conflits qui surgissent et qui acquièrent un caractère politique, et quelles sont les conséquences sur la continuité et la combativité du groupe ?

Ces deux ensembles de questions sont importants parce qu'ils attirent l'attention sur des processus très peu étudiés et remettent en discussion quelques présuppositions courantes dans les études sur les mouvements sociaux. Dans la bibliographie on met en évidence surtout l'aspect anti-Etat et anticapitaliste des mouvements populaires latino-américains. De la même façon, l'aspect revendicateur est interprété seulement comme une dénonciation de la domination de classe.

Le moment actuel nous permet une réflexion plus détaillée sur cette question où l'on examine l'action des différentes institutions publiques qui reçoivent les revendications, mais aussi le rôle de l'Etat comme inducteur d'organisations.

D'un autre côté, il est temps d'envisager les organisations populaires comme des espaces où se manifestent des conflits, et non seulement comme des "locus" où l'on observe une solidarité mythique. L'analyse sociologique prend place, précisément quand on peut questionner les discours et les pratiques qui se croisent, dans le déroulement des processus revendicateurs. Ouvrir cet espace sur la réflexion ne signifie pas le désengagement voulu par l'objectivité positiviste, mais le désir d'agir sur une réalité que l'on reconnaît être complexe et dynamique.

A cause de toutes ces raisons, on trouve opportun d'observer de près un processus récent d'intervention municipale qui se déroule en ce moment à Osasco, un des municipes de la grande Sao Paulo, où un projet de "Cuisines Communautaires" s'élabore. Cette action, qui a des caractéristiques assez innovatrices, a pour objectifs de garantir un minimum d'alimentation pour les moins privilégiés et de créer des conditions favorables à la participation organisée des communautés populaires.

Cet aspect d'assistance (inévitable dans la conjoncture actuelle, comme on le verra d'après les données qui seront présentées plus loin) est équilibré par une action limitée des institutions publiques qui encouragent seulement la participation, sans intervenir dans l'organisation, même quand il y a des problèmes qui peuvent compromettre la continuité des "Cuisines". On considère donc ce projet comme une opportunité privilégiée pour initier la discussion sur les questions présentées ci-dessus.

1. LES "CUISINES COMMUNAUTAIRES" DE LA MUNICIPALITE DE OSASCO

L'un des principaux problèmes repérés par le Secrétariat de la Promotion Sociale à Osasco, en 1983, fut la pénurie alimentaire provoquée par les bas revenus de la population surtout celle des "favelas" et aussi par le chômage.

Dans le but d'éviter des conséquences désastreuses et irréversibles occasionnées par le manque de nourriture, surtout pendant l'enfance, on a élaboré un projet d'aide alimentaire, destinée aux couches les plus pauvres de la population, par le moyen des "cuisines communautaires".

Ce programme a pour objectif d'offrir des conditions minimums pour qu'une population, sans défense face au chômage, ait accès, au moins, à un repas par jour pour chacun de ses membres. Cependant, cela n'est pas la seule finalité du projet : la création des "cuisines communautaires" devrait encourager la population à s'organiser et à participer aux travaux proposés par les institutions publiques, et aussi, à rendre plus facile la création d'autres groupes coopératifs.

Les "cuisines communautaires" devaient pouvoir fonctionner comme un catalyseur en tant que premier lieu de réunion, pour la population d'Osasco, qui organise très rarement ses propres associations ou d'autres moyens effectifs pour faire entendre ses revendications auprès des pouvoirs publics.

L'intervention de la Mairie, par le moyen du projet des "Cuisines Communautaires" offre non seulement un supplément alimentaire en créant des moyens pour organiser la population des "favelas", mais aussi permet aux femmes une plus grande liberté d'action, dans la mesure où une partie de leurs activités domestiques étant réalisées collectivement, cela leur laisse plus de temps pour participer à d'autres activités.

1.1. Les conditions minimums pour l'implantation du projet des "Cuisines Communautaires"

L'établissement du projet des "Cuisines Communautaires" dans les régions les plus pauvres - les "favelas" - ne se fait pas au hasard. Les institutions publiques responsables doivent tenir compte des indicateurs sociaux pour fixer les critères de cette assistance.

La Mairie de Osasco était assez équipée pour être la première à appliquer ce programme ; elle bénéficiait déjà d'un recensement des "favelas" de la municipalité, fait en 1983 et son Secrétariat à la Promotion Sociale avait déjà entrepris des actions auprès de cette population.

La section "Habitation" de ce Secrétariat responsable pour les "favelas" de la municipalité maintient une équipe de fonctionnaires qui visitent, presque quotidiennement, la population, et cherche avec elle à résoudre ses problèmes immédiats tout en encourageant son organisation. C'est donc pour ces raisons que le projet "Cuisines Communautaires" a trouvé un espace favorable à la Mairie de Osasco.

Le recensement de 92 "favelas" fait avec l'appui du CEDAC (Centre d'Etudes et de Documentation pour l'Action Communautaire) a permis de constater un appauvrissement croissant de la population qui correspond à un total de 38.000 personnes. La situation socio-économique de ces familles révèle un taux très élevé de chômage (près de 70 % du total des familles avait au moins un de ses membres au chômage), du travail des enfants (cette population de moins de 14 ans représente près de 70 % du total de la population des "favelas"), et seulement un ou deux salaires par famille. Du point de vue socio-économique il n'y avait pas de doute sur la nécessité de réaliser ce programme des "Cuisines Communautaires". L'observation a aussi démontré la présence d'institutions hétérogènes telles que l'Eglise, les SABs (Sociétés des Amis du Quartier), les Commissions des Habitants, et un niveau très bas de participation communautaire, malgré tous les problèmes dont souffre cette population.

1.2. Les critères : par où commencer et comment participer ?

En principe, toutes les favelas de la municipalité de Osasco étaient destinées à participer au projet ; cependant il a fallu choisir par qui commencer. Les critères pour établir l'ordre dans lequel les

favelas se seraient organisées pour recevoir les "cuisines communautaires" ont été fournis par l'enquête de 1983. En effet, les favelas les plus pauvres, celles qui présentaient les taux les plus élevés de chômage et les plus bas revenus par famille, ont été les premières à participer au programme.

On s'est bientôt rendu compte de la nécessité de distribuer de façon homogène les services dans les différentes régions de la municipalité en essayant d'éviter la concentration des premières cuisines dans une seule région. Les critères du choix ont donc dû combiner le degré d'appauvrissement de la population avec la localisation géographique : ainsi furent choisies les favelas qui recevraient les propositions d'installation de "cuisines communautaires".

Cependant, il a fallu infléchir ces critères pour satisfaire aux sollicitations suscitées par les premières installations. Des groupes organisés se sont mis à adresser au Secrétariat de la Promotion Sociale des pétitions qui revendiquaient leur participation au projet. Le Secrétariat n'a pu rester inactif face à ces réclamations car l'un de ses objectifs était précisément d'encourager la participation de cette population pauvre. Par conséquent, ces manifestations ont provoqué quelques altérations dans le plan établi à l'origine.

Les étapes pour l'implantation des cuisines se sont également fondées sur des critères et sur des régions.

Pendant la deuxième étape du projet, celui-ci a dû être soumis à l'examen de la population, voté par les habitants et des équipes féminines et masculines se sont formées.

Les réunions pour présenter le projet à la population se sont déroulées de la manière suivante :

- 1/ introduction de l'objet de la réunion ;
- 2/ exposé sur le fonctionnement des "cuisines" en faisant remarquer l'importance de l'organisation autonome de la population pour rendre possible l'application du projet ;
- 3/ vote du projet par la population et formation d'équipes d'hommes et de femmes chargées de certaines activités.

1.3. Le fonctionnement des cuisines communautaires

Les cuisines communautaires sont autogérées par la population. La Mairie doit fournir aux habitants le matériel permanent (les casseroles, les louches, les briques pour la construction de la cuisinière), le

bois et les produits nécessaires à la cuisson d'une soupe, tous les jours, et pour toutes les familles qui sont décidées à participer.

Pour avoir un certain contrôle de la quantité de soupe fournie quotidiennement, la Mairie distribue aussi une carte spéciale à chaque famille indiquant le nombre d'habitants du foyer. Cette carte, présentée au moment de la distribution de la soupe, est vérifiée par l'équipe de cuisine.

La livraison des vivres est faite deux fois par semaine, de façon à fournir le repas de chaque jour, tandis que le bois est livré tous les quinze jours.

Les habitants doivent organiser les groupes chargés de recevoir et de garder tous les produits et qui deviennent responsables pour la préparation quotidienne de la soupe. L'équipe des hommes, en général, s'occupe de trouver un endroit convenable dans la favela pour l'installation de la cuisine ; les hommes doivent encore couper le bois pendant les week-ends et le garder. Il y a d'autres petits groupes féminins qui travaillent en se relayant : ce sont les équipes de cuisine. L'importance de ces équipes varie selon le nombre d'habitants de la favela et, par conséquent, selon la quantité de chaudrons disponible dans la cuisine. En général il est suffisant d'avoir quatre personnes pour la préparation d'un chaudron de soupe qui peut servir cinq cents repas.

Le premier problème que les habitants des favelas doivent résoudre est celui de l'emplacement de la cuisine. Il leur faut trouver un endroit où ils puissent construire un abri pour la cuisinière et qui soit à peu près équidistant de toutes les maisons. Le siège doit être un endroit central et facile d'accès. Une fois choisi le lieu, il faut obtenir des habitants les matériaux nécessaires pour la construction qui reste assez précaire. Au fur et à mesure que le projet se développe, les habitants apportent des améliorations. Dans chaque favela, la cuisine prend une physionomie différente, selon le degré de mobilisation et le dynamisme de la population.

Cependant il faut dire que tous les habitants ne participent pas à ces activités avec la même intensité. En général quelques hommes construisent la cuisine et seulement quelques-uns collaborent pour couper le bois. Les activités féminines sont mieux définies et le système de relais pose un autre problème.

Pendant les réunions de présentation du projet, deux ou trois maîtresses de maison se chargent d'organiser la division du travail et

parcourent toutes les maisons pour faire la liste des volontaires, pour chaque jour de la semaine. Pour chaque chaudron de soupe il faut deux cuisinières et plusieurs aides de cuisine qui s'occupent du nettoyage et de la préparation des légumes, de la vaisselle et du nettoyage de la cuisine. Les femmes travaillent en moyenne deux fois par semaine, si la division faite à l'origine est respectée.

Parmi les cuisinières il y a une coordonatrice responsable de la division des travaux, du rangement de la nourriture et qui doit répondre devant le Secrétariat de la communauté. Ce rôle de coordination est, parfois, assez difficile à jouer, quand il représente un point où convergent les conflits, comme on l'exposera ci-dessous.

Ces coordonatrices sont, pour la plupart, des femmes assez énergiques et diligentes qui parlent en public avec aisance et qui se préoccupent des entreprises qui peuvent améliorer les conditions de vie de la collectivité. Elles s'engagent volontiers dans les travaux, même si cela leur impose des sacrifices.

Les hommes qui collaborent volontiers au projet utilisent aussi le même discours pour renforcer l'importance de la coopération afin de résoudre les problèmes communs. Ils parlent, sans nommer personne, d'enfants sous-alimentés, de chefs de famille sans emploi, de femmes qui n'ont pas de quoi préparer les repas de la famille, et à partir de tous ces faits ils montrent l'importance des "cuisines" pour tous les habitants des favelas. Enfin, ils reconnaissent toujours les avantages de la "cuisine" comme bénéfiques collectifs, surtout pour les familles les plus pauvres, et ne mentionnent jamais des intérêts personnels.

Les travaux d'installation doivent être exécutés en une semaine, et passé ce temps, la Mairie commence à délivrer la nourriture nécessaire.

Les ingrédients de la soupe, fixés par des spécialistes en nutrition, sont les suivants : un premier bouillon fait avec de la moelle, de la protéine de soja, du persil, de l'ail, de l'oignon, du sel et de l'huile ; les autres ingrédients varient chaque jour de la semaine, et contiennent toujours de la farine de maïs, des nouilles, de la farine de riz, du manioc, des légumes (tomates, carottes, navets, choux vert, choux, etc...).

Jusqu'à la fin du mois d'octobre, vingt-six favelas et un groupe de chômeurs (qui n'habitaient pas forcément les favelas, mais qui se sont organisés en un "Comité de Chômeurs") participaient déjà au projet

de "Cuisines Communautaires". Le total de la population qui a bénéficié de ce programme est à peu près de 18.000 personnes. Chaque semaine de nouvelles cuisines communautaires sont implantées.

Comme prévu, le projet est devenu effectivement un élément d'organisation, car les habitants doivent participer à un plan de travail établi et dirigé par eux-mêmes. Les différents groupes s'organisent et quand ils doivent faire face à des problèmes qui ne peuvent pas être résolus par la Mairie, les solutions surgissent au sein de la communauté. L'administration municipale n'intervient pas dans l'organisation interne des groupes et s'abstient de prendre des décisions à leur place.

Le fonctionnement régulier d'une cuisine communautaire demande, parfois, quelques activités différentes et inattendues : la discussion d'éventuels problèmes causés par la collectivisation de la production domestique ; la suggestion pour des améliorations autant pour la cuisine que pour toute la favela ; l'organisation de grands groupes pour l'obtention des matériaux nécessaires à améliorer l'équipement de la cuisine (le parquet, l'évier, les robinets).

Souvent, dans certains cas, une partie de la population questionnait sa propre capacité à participer à ce type de programme autogéré ; non seulement ils y sont arrivés mais aussi ils se sont mis à mener d'autres activités parallèles pour améliorer leurs conditions de vie (Clubs de Mères, Groupes d'hommes pour le nettoyage des favelas, etc). Dans d'autres lieux, les problèmes gérés par cette familiarité nouvelle ont fait éclore des conflits inattendus menant à la fermeture de la cuisine. C'est précisément la diversité de ces processus qui nous conduit à analyser aussi bien les cas réussis que les échecs. La réflexion sur les uns et les autres est essentielle pour assurer des réussites dans le futur.

2. FONCTIONNEMENT DU PROJET - EXPOSE DE QUELQUES EXPERIENCES

Au mois de mai 1984, a été choisie la favela qui allait recevoir la première cuisine communautaire.

Celle-ci avait un revenu moyen assez bas (1,2 salaires minimums/par famille), une grande population d'enfants (plus de 50 % des habitants ont moins de 15 ans) et par conséquent des familles nombreuses (5,3 personnes par maison).

L'installation de cette première cuisine a déclenché un processus ininterrompu d'incorporation de nouvelles favelas dans ce système d'assistance.

Pour cet exposé, nous avons pris seulement quelques favelas pour servir d'exemple dans la discussion des mécanismes d'intégration et de désintégration de ces communautés. Nous exposerons les cas suivants :

- Favela "AZ" : la première a avoir une cuisine communautaire, dans la région Sud de Osasco, quartier Jardim Santa Helena ;
- Favela "BJ" : dans la région Nord de la municipalité, quartier Rochdale, avec une cuisine établie à la fin du mois de mai 1984 ;
- Favela "A" : dans la région Nord de Osasco, quartier Munhoz Jr., avec une cuisine établie au début du mois de septembre 1984.

Le choix des trois premières favelas n'a pas été fait au hasard ; les cuisines y fonctionnent depuis un certain temps, et après une période de fonctionnement satisfaisant, elles se sont récemment arrêtées.

Ces traits communs cachent des différences dans les formes d'organisation de chaque favela, le comportement de ses leaders et l'adhésion de la population au projet. Nous présenterons chaque cas avec ses propres dimensions.

Cas n° 1 : Favela "AZ"

Dans cette favela il n'y avait aucun mouvement revendicateur de la part de ses habitants et aucune participation ou représentation de leurs intérêts. Il n'y avait que l'Eglise Catholique et la LBA (Légion Brésilienne d'Assistance) qui entamaient des contacts avec cette favela : la première lors des messes du dimanche et des cours de catéchismes ; et la LBA, lors de la distribution gratuite de lait en poudre.

Les deux institutions bénéficiaient du travail de l'une des habitantes qui est devenue, à son tour, la coordinatrice de la cuisine communautaire de la favela. Les habitants ont décidé de loger la cuisine dans la maison utilisée pour la célébration des messes du dimanche. Mme Maria, la coordinatrice, s'est chargée d'organiser la division des travaux et de garder la nourriture. Pendant les premiers mois, la cuisine a marché sans problèmes, mais avec le temps, les femmes ne se présentaient plus pour faire la vaisselle, pour cuisiner, etc. Des réunions pour discuter, entre les habitants, de la poursuite des cuisines ont mené à quelques semaines de bon fonctionnement mais ont finalement aboutir à la même crise.

Après six mois de fonctionnement, la cuisine communautaire a arrêté toutes ses activités. Pendant sa période active, le travail coopératif n'a pas provoqué de changements dans les rapports entre les femmes et Mme Maria qui avait toujours exercé le rôle de médiatrice entre la population et les institutions externes qui l'assistent. Les habitants ont toujours compté sur ce genre de comportement de sa part et le groupe, n'a, en aucun moment, créé une nouvelle dynamique.

Cas n° 2 : Favela "BJ"

La favela "BJ" a une certaine tradition pour ce qui est de l'organisation et des mouvements revendicateurs à Osasco. Elle fait partie de la région du "Braço Morto" avec trois autres favelas ("I", "M", et "L") qui revendiquent, par le canal de la Commission du Braço Morto et des Commissions des Habitants de chaque favela, la propriété du terrain. C'est une région qui pose des problèmes à la municipalité, car il y a très fréquemment des inondations. Lors des luttes contre ces inondations et de la recherche d'une solution commune qui puisse bénéficier à tous les habitants des favelas du Braço Morto, la population s'est organisée et a fini par créer des moyens de participation avec des institutions publiques. Ils ont réussi à obtenir quelques améliorations pour la favela telles que l'électricité, le téléphone, les robinets publics, le nettoyage du terrain, etc.

La favela "BJ" fait partie de cet ensemble et a une Commission des Habitants assez active et représentative. Ses habitants manifestent beaucoup d'intérêt pour ces causes communes et si tous ne participent pas activement à ces mouvements, ils les suivent de près.

Ceci dit, l'établissement d'une cuisine communautaire dans la favela "BJ" ne présentait pas de grands problèmes aux yeux de l'administration publique. Une population organisée, des femmes actives et expérimentées dans les travaux communautaires assuraient le succès de l'entreprise.

Pourtant, dès la première réunion avec les fonctionnaires du Secrétariat de la Promotion sociale, quelques problèmes se sont posés. Précisément à cause de leur tradition de luttes, les habitants se sont habitués à considérer la Mairie comme l'institution contre laquelle ils devaient se battre. Leur lutte la plus importante était pour la possession de la terre et le projet des cuisines communautaires leur paraissait une proposition qui les détournait de leurs objectifs réels.

Les leaders de la région se sont opposés au projet, sans toutefois, avoir eu suffisamment d'appui de la part des habitants, pour l'empêcher d'être retenu lors du vote. Cependant, il n'y a pas eu le même enthousiasme, pendant la réunion, que celui observé dans les autres favelas ; les habitants "acceptaient" juste de participer au projet, mais insistaient toujours sur le fait que leur lutte essentielle était pour la possession du terrain.

La cuisine a été installée derrière la maison de la coordinatrice. En deux semaines, la cuisine s'est améliorée avec un toit, un abri pour garder les matériaux et les vivres, un parterre nivelé et cimenté, deux évier et des robinets. Le pouvoir d'organisation des habitants (ils se sont organisés pour partager les frais) a beaucoup surpris l'équipe technique du Secrétariat de la Promotion Sociale. La favela "BJ" est devenue la "carte de visite" du projet.

Cependant, au fur et à mesure que l'on suivait de plus près les événements, on découvrait son principal défaut : les femmes se sentaient inhibées dans leur participation à cause de l'efficacité de la coordinatrice qui, peu à peu, s'était chargée de toutes les activités. Elle se montrait très responsable et exigeante pour le fonctionnement de la cuisine, mais ne sollicitait pas la collaboration des autres femmes. Seules quelques voisines aidaient au nettoyage et à la préparation de la soupe, mais les activités les plus importantes étaient toujours sous la responsabilité de la coordinatrice. De leur côté, les femmes s'accommodaient de la situation et cessaient d'apporter leur concours, apparemment non nécessaire, puisque la soupe continuait à être servie tous les jours.

La cuisine, qui au début était un modèle de bon fonctionnement, a arrêté toutes ses activités après quelques mois. La coordinatrice se plaignait du manque de participation des femmes de la favela, de sa surcharge de travail et disait que son mari lui avait interdit de travailler pour que tous reçoivent de la soupe. Le redémarrage des cuisines communautaires dans cette favela dépend maintenant de la mobilisation et de la revendication des habitants et d'une réorganisation de la division des activités.

Si l'on compare les "histoire de vie" de ces coordinatrices on verra que toutes ces femmes ont déjà participé à des mouvements collectifs avant les cuisines communautaires : dans la favela "BJ" la coordinatrice participait au mouvement des habitants pour la possession du

terrain, et dans la favela "AZ", Mme Maria se chargeait de la distribution de lait de la LBA et des cours de catéchisme de l'Eglise.

Mais ces expériences ne se comparent pas ; la coordinatrice de la favela "BJ" a perdu l'appui de la communauté non seulement à cause de sa personnalité autoritaire, mais aussi pour s'être éloignée des autres habitants lorsqu'elle fut perçue comme médiatrice entre la Mairie et la favela. Ceux qui ne considéraient le pouvoir public que comme un ennemi, ont rendu illégitime son action, et très souvent, elle se plaignait de ses voisins qui l'accusaient d'avoir fait "un pacte avec la Mairie". Incapable de maintenir l'esprit de coopération de ses compagnes et étant toujours le "porte-parole" de la communauté, ce leader a perdu sa fonction de médiatrice, lorsqu'elle n'était plus reconnue que par un seul des deux partis - celui du Secrétariat de la Promotion Sociale - alors que l'autre l'accusait d'adhésion. Elle ne faisait plus le pont entre les habitants et la Mairie, puisqu'elle s'était détachée du groupe, selon les premiers, pour prendre le parti des fonctionnaires du Secrétariat. Ce processus s'est déroulé sans que les conflits aient fait apparaître des nouveaux leaders et ceux qu'il y avait se sont dissimulés.

D'un autre côté, Mme Maria, la coordinatrice de la favela "AZ" n'était pas victime de ces accusations, mais continuait à mener ses activités d'assistance comme elle l'avait toujours fait. Les habitants la voyaient comme responsable du fonctionnement de la cuisine, tout comme de la distribution du lait fourni par la LBA. La proposition d'une coopérative de travail n'est pas arrivée à transformer la pratique ancienne de ce groupe qui a toujours été le client des institutions (LBA et l'Eglise) qui leur offrait de l'aide. Mme Maria est restée comme médiatrice des "cadeaux" et tout comme dans la favela "BJ", cela représentait une position intermédiaire entre les habitants et le pouvoir public. Dans les deux cas, les coordinatrices ont été, d'un côté, discriminées par les habitants des favelas, et de l'autre, elles ont développé un comportement qui les a éloigné de leurs compagnons.

Cas n° 3 : Favela "A"

Dans cette favela il y a eu un processus d'organisation différent de ceux des favelas "AZ" et "BJ". Bien que le nombre de femmes qui y participent (seulement 30 femmes) soit proportionnellement petit par rapport au total de femmes qui habitent la région, cela n'a pas été le

facteur le plus important pour expliquer l'arrêt de la cuisine communautaire dans la favela.

Ici, il existe une Association des Habitants (AMFZAMO) dont les activités sont liées à la SAB (Société des Amis du Quartier) de la région de Munhoz Jr., où se trouve la favela. Récemment, avec l'assistance du Secrétariat de la Promotion Sociale, un groupe de femmes s'est organisé. Ce groupe, qui se réunissait tous les quinze jours, a commencé à revendiquer pour obtenir des améliorations dans la favela.

Avant d'exposer les raisons qui ont amené l'arrêt de la cuisine communautaire dans cette favela, il faut encore décrire les deux groupes qui existent dans la région (celui des femmes et l'AMFZAMO). Au début de l'installation de la cuisine dans cette favela, le groupe de femmes s'est montré très actif, en proposant de collecter de l'argent parmi les habitants pour les frais d'installation de la cuisine (pour le ciment, les tuiles, les éviers, etc.). Deux hommes qui faisaient partie de l'AMFZAMO pendant une de ces réunions se sont opposés à cette forme de coopération (ils trouvaient que la Mairie devait se charger de l'installation de la cuisine) et ils se sont opposés à l'établissement du projet "cuisines communautaires" dans ces favelas. Les arguments étaient les suivants :

- "Il faut lutter pour avoir le matériel de la Mairie !"
- "Il faut lutter pour avoir le "sacolão" (1) et non pas la soupe !"
- "Retirer de l'argent du peuple est horrible, il faut en retirer de Parro (le Maire de Osasco), lui il en a ...".

Les femmes ont réagi à l'unisson.

- "Qu'en serait-il du gouvernement s'il lui fallait soutenir tout le monde ? (se reportant au "sacolão"). Personne n'allait vouloir sortir pour travailler, on allait rester chez soi, en train d'attendre ce "sacolão".

Après une longue discussion, ils ont voté favorablement la proposition de collecter de l'argent. Le groupe de femmes était enthousiasmé et le rôle de la coordinatrice très renforcé. Ce fait a légitimé le choix de la coordinatrice qui avait été fait lors d'une réunion où Mme Euqenis s'était proposée pour coordonner la cuisine. Il n'y a pas eu

(1) "sacolão" : Des grands sacs contenant des vivres distribuées par le gouvernement à la population la plus pauvre.

d'opposition ; toutes les femmes qui appartenaient au groupe l'ont appuyée et ont fait remarquer son efficacité et son honnêteté.

Mais, après quelques mois de fonctionnement des problèmes ont commencé à apparaître. Pour obliger les femmes à participer il a fallu recourir à quelques expédients : interrompre la distribution de la soupe pendant une semaine pour les familles de celles qui ne collaboraient pas et exclure les familles qui ne venaient pas chercher régulièrement la soupe.

En même temps qu'on exécutait ces sanctions, la population abandonnait la cuisine communautaire, contrairement à ce qui avait été prévu par la coordination.

L'esprit de cohésion qui faisait avancer le groupe des femmes a été remplacé par la compétition. Il y a eu une division dans l'équipe des cuisinières : les unes étaient d'accord avec la coordinatrice et les autres l'accusaient de détourner des vivres pour les revendre, enfin, elles mettaient en cause son honnêteté.

A ce moment-là, le fonctionnement de la cuisine est devenue impossible pour la favela et la coordinatrice a demandé l'arrêt de la livraison de vivres. Le groupe des femmes constituant l'équipe de la cuisine communautaire s'est défait.

Il est vrai que toutes les femmes n'ont pas participé à cette dispute : quelques-unes, indifférentes, sont rentrées chez elles, d'autres, n'ayant pas pris parti, se sont mises à fomentier des rumeurs.

La coordinatrice qui, au début était un symbole d'efficacité et de responsabilité, a été victime de quelques accusations. On la disait voleuse et autoritaire.

Une fois fermée la cuisine, la dispute persistait, on utilisait des accusations qui ne se rapportaient plus au fonctionnement de la cuisine, mais à des valeurs beaucoup plus larges. Mme Euqenis, l'ex-coordinatrice a été accusée d'être "mãe de santo" (1) et d'avoir des relations avec les bandits de la favela ; accusations fondées sur le fait que son frère était connu comme "drogué". Curieusement, les blâmes étaient liés à la morale et à l'utilisation de pouvoirs surnaturels. Présentée comme "sorcière", la coordinatrice est devenue non plus leader, mais une femme dangereuse et traître.

(1) "mãe de santo" : genre de prêtresse du "macumba" et du "candomblé" brésilien.

Il n'y a donc plus de coordination de la cuisine communautaire, mais une division de groupes, qui par une classification symbolique (mãe de santo - bandit) définit à nouveau des champs politiques opposés.

Le cas de la favela "A" est important dans la mesure où il présente des chemins divers pour arriver à l'organisation et à la mobilisation d'une communauté. Dans un premier moment, le groupe des femmes est resté uni contre les deux représentants de l'AMFZANO. La cuisine, une fois installée et en plein fonctionnement, impose la participation coopérative ce qui fait alors surgir les problèmes avec les leaders.

La dispute s'élargit et crée des groupes d'opposition, comme à l'époque de l'établissement des cuisines. Cependant, dans ce nouveau mouvement, comme les deux champs ne sont pas clairement définis, le seul moyen est une autre élaboration symbolique des différences qui sont devenues des divergences.

Le blâme de vol et d'autoritarisme n'avait plus de sens avec la fermeture de la cuisine communautaire et il fallait que ces accusations soient renforcées par d'autres qui seraient alors acceptées par tous les membres de la favela.

Au niveau symbolique, la coordinatrice est une personne dangereuse : elle domine le surnaturel et le réel et, avec ses pouvoirs, elle exige la subordination. Par conséquent, si l'on s'interroge sur sa capacité à conduire un mouvement, cela mène nécessairement à la séparation et à l'opposition.

Cas n° 4 : Favela "C"

Au début du mois de septembre de 1984, la cuisine communautaire a été implantée dans cette favela qui, à la différence des autres déjà présentées, continue jusqu'à présent à fonctionner régulièrement.

Les travaux du Secrétariat de la Promotion Sociale dans cette favela ont débuté avec la formation d'un groupe de femmes ; ces habitants se réunissaient toutes les semaines et discutaient les besoins d'équipement de la favela, pour ensuite revendiquer à la Mairie. Un endroit de réunion pour les habitants de la favela a été une des revendications du groupe des femmes. Elles exprimaient la nécessité de cet espace en affirmant : "il peut servir à des tas de choses, comme pour les réunions, pour avoir un contrôleur, pour qu'on puisse travailler (le groupe de production), pour qu'on puisse se parler pendant la semaine, et pour le groupe des femmes quand il pleut...".

Donc, avant de commencer le travail de la cuisine communautaire, les femmes s'étaient déjà organisées d'une certaine manière, et se mobilisaient pour obtenir des améliorations pour tous les habitants de la favela. Il est évident que beaucoup de femmes de la région ne faisaient pas partie de ce mouvement, mais un nombre important y participait.

La cuisine communautaire entrait parfaitement bien dans les objectifs du groupe de femmes : élargir la participation avec la collaboration nécessaire des femmes.

Actuellement, cette cuisine communautaire ne présente pas de graves problèmes. Non seulement son fonctionnement est régulier, mais aussi les femmes ont redoublé leur intérêt en créant le Club des Mères, des fêtes commémoratives (comme pour le jour de l'enfant) utilisant la structure fournie par la cuisine communautaire pour préparer les plats ; des petits bazars pour obtenir de l'argent pour équiper la cuisine, etc.

Cela est un bon exemple des initiatives réussies du projet et aussi un indice de l'importance de la transformation des pratiques quotidiennes. Quand le travail coopératif remplit effectivement l'espace réservé aux services domestiques de la famille, les rôles traditionnels se définissent à nouveau et la continuité du groupe paraît être alors assurée.

Sans doute, les organisations de femmes sont des lieux privilégiés pour la promotion de ses innovations et pour essayer de nouvelles formes de participation.

On observe que les difficultés qui ont empêché les autres cuisines de continuer peuvent s'expliquer quand on s'aperçoit que les rapports entre la coordinatrice et les autres femmes sont extrêmement traditionnels. A cause de différentes raisons, dans les trois cas décrits ci-dessus, les leaders se sont détachés de leur groupe en exerçant des activités normalement considérées comme masculines : la planification du travail, la négociation avec les institutions publiques, la prise d'initiatives, etc. Cette différence entre le leader et les membres rétablit des formes habituelles de soumission qui font partie de la socialisation des groupes populaires et en particulier des femmes. Ces caractéristiques, quand elles moulent une pratique traditionnelle, génèrent aussi des formes habituelles de résistance : l'indifférence, les accusations d'abus de pouvoir, l'attente de protection, etc. Et, c'est dans ce contexte que l'on définit facilement des champs opposés, basés sur une relation que l'on pourrait appeler "complémentarité de conflits".

3. NOUVELLES PRATIQUES ASSOCIATIVES

Si d'un côté le projet cuisines communautaires fait surgir des conflits, d'un autre côté, il éveille, parmi les habitants des favelas, des formes de discussion et de résolution de problèmes auparavant absentes.

Un exemple de ce fait est une réunion d'août 1964 entre les coordinatrices de quatre cuisines communautaires : "A", "A-1", "B" et "BH". Le but de la réunion, selon les coordinatrices, était l'échange d'informations et d'expériences mais aussi le besoin de renforcer l'union entre les différentes favelas.

Dans cette réunion ont été soulevés les problèmes qui avaient surgi dans le fonctionnement des cuisines communautaires et des moyens pour les résoudre ont été proposés.

La coordinatrice de la favela "A" a abordé le problème de la division du travail (l'absence des femmes) et la formule utilisée pour le résoudre (les sanctions). La coordinatrice de la favela "A-1" avait aussi employé les mêmes moyens. La représentante de la cuisine "BH" a dit qu'elle cherchait à éviter des conflits - "je préfère avaler..." - à cause de sa religion protestante. La première coordinatrice lui répond : "Votre religion ne peut pas vous laisser complètement idiote face à cette situation, il faut que vous parliez".

La difficulté de travailler avec "le peuple, parce qu'il crée des troubles pour des raisons banales", a été le commentaire unanime des coordinatrices présentes.

Toute une série de critiques a suivi :

1. "Personne ne veut faire la vaisselle et ceux de l'extérieur (ceux qui habitent le quartier mais non la favela) sont ceux qui aident le plus".
2. "Chez nous aussi, ceux qui aident le plus sont ceux de l'extérieur, mais je relève les noms de ceux qui aident".
1. "Chez nous personne ne suit la division de travail".
2. "Il faut supprimer la soupe pour ceux qui n'aident pas".
1. "Les coupables sont les femmes qui viennent tous les jours parce qu'elles poussent les autres à ne pas venir. Il faut faire une réunion pour résoudre tout cela".
3. "Chez nous, on a coupé la soupe pour un jour car il n'y avait pas de collaboration ; hier, il y avait 17 femmes pour travailler et on a reçu 5 morceaux de savon".

2. "Pendant la première semaine on a eu comme aide du sel pour un mois".
1. "Au début, tout marchait bien, mais maintenant l'effort des femmes s'est relâché".

Cette réunion a démontré l'homogénéité des problèmes et des solutions trouvées, et aussi a renforcé les liens d'union entre les coordinatrices, comme l'a bien dit Mme Maria de Lurdes de la favela "BH" : "Je pensais que ces problèmes n'arrivaient que chez nous, mais maintenant je suis tranquille puisque je vois que toute le monde les a".

Il y a eu aussi des propositions plus importantes comme la formation d'un Club de Mères inter-favelas : "Nous les habitantes des favelas nous connaissons nos problèmes".

Cela est un indice de la nécessité d'échanger l'information pour arriver à résoudre les problèmes communs créés par les cuisines.

CONCLUSION

Les résultats de cette réunion ont démontré autant pour les participantes que pour nous, les analystes, que dans toutes les favelas le processus s'est déroulé sur le même rythme : la participation intense du début a été remplacée par une certaine indifférence. Quelquefois, les coordinatrices sont arrivées à rétablir l'intérêt et à faire continuer le travail.

Pendant, l'alternance entre l'enthousiasme et l'indifférence ne peut exister que si un petit groupe de personnes se charge de toutes les activités, assurant l'offre d'assistance. On pourrait dire qu'il y a les "militantes" des cuisines communautaires et que, précisément à cause de cette condition, elles se détachent du groupe et de ceux qui reçoivent seulement les bénéfiques.

Il faut, maintenant, se demander quelle est la similarité entre ce processus et celui qui se déroule dans les Communautés Cléricales de Base (les CEBs) ou dans quelques Sociétés d'Amis du Quartier (les SABs). Dans ces organisations on trouve aussi des petits groupes militants qui luttent pour des bénéfiques collectifs et qui réussissent de grandes mobilisations quand c'est nécessaire.

Mais nous remarquons quelques différences considérables :

- 1/ Le groupe "politisé" qui occupe les CEBs et les SABs n'exige pas la participation constante de tous et le but de leur travail est d'amener la population à prendre conscience de ses conditions de vie.

Les résultats peuvent être lents mais sûrs (selon les acteurs de ce processus) parce qu'ils seront le produit de la maturation par des luttes immédiates.

Dans le cas des cuisines communautaires, la participation de tous est indispensable dès le début, et la nécessité d'avoir des intermédiaires entre la population et le Secrétariat de la Promotion Sociale fait surgir le personnage de la coordinatrice (et du groupe qui lui est proche) comme dirigeant.

Pendant que dans les CEBs et les SABs l'effort des leaders se fait dans le sens d'accentuer les similarités entre eux et les compagnons qu'ils veulent rendre conscients, dans les cuisines communautaires la coordinatrice est choisie par les deux partis, et elle acquiert une position qui la différencie des autres.

Malgré l'effort pour assurer un consensus et un choix démocratique, l'exercice de la fonction de médiatrice rend facile l'éclosion de conflits qui compromettent sa légitimité. Dans ces conditions, la moindre autorité des femmes choisies, ou les conflits internes des favelas qui existaient déjà avant le projet, encourageant ou inhibent la mobilisation des habitants.

Cela nous amène à penser qu'il est nécessaire de réfléchir sur le choix et le renouvellement des représentants des habitants afin d'institutionnaliser les conflits.

La Mairie de Osasco a cherché tous les moyens pour assurer l'autonomie des habitants des favelas. Cependant, on s'aperçoit de la nécessité d'un système de relais pour cette fonction, ce qui permettrait de ne pas personnifier les liens avec les fonctionnaires de la Mairie.

2/ Le deuxième point important, pour qu'on puisse différencier les nouvelles associations populaires (CEBs et SABs) des Cuisines, se reporte aux relations avec le pouvoir public. Les premières ont un discours d'opposition nette aux institutions de l'Etat, et sont toujours revendicatrices.

Dans d'autres analyses nous avons déjà démontré que l'identité de ces groupes locaux ne peut se définir que face à l'Etat et que ces mouvements offrent une nouvelle forme de médiation entre la société et les institutions politiques publiques. Pour bien accomplir cette tâche et en même temps mobiliser la population (ou "rendre consciente la population") il est fondamental de maintenir un discours qui

dénonce l'insuffisance de l'Etat et qui réclame la participation à la gestion des affaires d'intérêt commun.

Dans le cas des cuisines communautaires ce discours est impossible puisqu'elles maintiennent une relation de complémentarité avec le pouvoir public, et qu'il n'y a pas d'opposition. Les Cuisines sont le résultat d'une initiative officielle qui propose la participation et délègue à la population la gestion de cette entreprise. Dans ces conditions, la question devient la suivante : Pourquoi les habitants ne sont-ils pas capables de s'autogérer ?

A titre d'hypothèse, nous pouvons suggérer que les CEBs et quelques SABs sont arrivées à réclamer des bénéfices grâce à un travail d'intégration de ses membres où la vie quotidienne est constamment familière, l'éducation des enfants, les relations entre les hommes et les femmes, sont des sujets qui, une fois discutés, rendent plus légitimes, face à la communauté, quelques comportements peu conventionnels. A partir de ces formes d'associations surgissent les clubs de mères ou les groupes de femmes (comme ceux qui existaient déjà dans les favelas). Ces groupes exercent une influence profonde sur les participantes et créent, pourtant, un nouvel espace pour des pratiques qui transforment les valeurs et les modèles de la vie quotidienne.

C'est pour ces raisons que lorsque la cuisine est associée à un groupe actif de femmes, le travail coopératif peut continuer, (comme dans la favela C) mais, si les mécanismes de hiérarchisation commencent à agir dans le groupe (comme dans la favela A) alors la coopération devient difficile, l'union disparaît et de vieilles divergences resurgissent sous de nouvelles formes.

Or, l'établissement des cuisines étant une initiative de la Mairie n'a donc pas pu s'appuyer sur ce type de travail ; au contraire, il créait des difficultés là où existaient déjà les SABs, les groupes de femmes ou les Commissions des Habitants. On supposait que la cuisine pouvait encourager l'émergence d'autres groupes coopératifs, ce qui en fait s'est passé dans certains cas.

Maintenant, le problème intéressant qu'on peut se poser est de diagnostiquer correctement les obstacles à la coopération entre plusieurs organisations locales. Pour cela, il faut observer la rivalité existant dans la population et ne plus supposer une solidarité utopique entre ceux qui souffrent de privations communes.

Finalement, il faut considérer un troisième point :

3/ Les Cuisines Communautaires ont été planifiées tout en supposant l'autogestion des services par les habitants. La Mairie a omis l'organisation des travaux, elle assurait juste la livraison des vivres nécessaires. Au premier abord, cette "offre" de vivres donne un aspect d'assistance qui rend difficile la participation. Cependant, la question n'est pas aussi simple et il est convenable de considérer les autres aspects suivants :

- a) Dans les conditions de vie des favelas la population par elle-même ne peut réussir une entreprise de ce genre visant à l'autosuffisance.
- b) L'expérience latino-américaine de cuisines communautaires sans appui de l'Etat a présenté les mêmes difficultés y compris cette incapacité d'arriver à l'autosuffisance.
- c) Les essais de Cuisines qui ont obtenu le plus de succès sont ceux qui ont été organisés par des groupes féministes et qui, par conséquent, ont encouragé chez les femmes la transformation de leur comportement et de leur attente.

Il ne faut donc pas simplifier les raisons de la non participation de la population en se reportant uniquement à une vague notion d'"assistance" et ne pas critiquer les initiatives publiques tout en jetant aux yeux de cette population appauvrie la solution de ses problèmes. Certainement la présence de l'Etat en tant qu'inducteur d'un processus de participation remet quelques nouvelles questions en discussion, mais qui exigent une observation plus détaillée.

Dans ce nouveau contexte, le défi maintenant est de provoquer l'autogestion, indépendamment de l'origine privée ou publique des biens gérés.

RÉSUMÉ

L'auteur décrit une expérience de "Cuisines Communautaires" qui se déroule dans un "municipe" de Sao Paulo et dont les objectifs sont de garantir une alimentation minimale pour les moins privilégiés et de créer les conditions favorables pour l'organisation de la participation des communautés populaires. La réalité décrite renvoie à quelques problèmes : quels sont les liens entre les pouvoirs publics et les mouvements populaires ? Quelles sont les difficultés et les conflits qui surgissent dans ce type de projet ?

ABSTRACT

The author describes the experience of "community kitchens" in a Sao Paulo "Municipe", the objectives of which are to guarantee minimal meals for the underprivileged and to provide the right conditions for local communities to become more involved and better organized. The situation described refers to some problems : what are the links between the authorities and popular movements ? What difficulties and conflicts arise in that type of project ?